

## Syndicalisme international : nous construisons l'avenir !

Nous serons environ 250, à la Bourse du travail de Saint-Denis, pour la rencontre internationale du syndicalisme alternatif. Cette initiative internationale est co-organisée par CSP-Conlutas (Brésil), CGT (État espagnol), Solidaires (France).

**Représentant plus de 60 organisations, les participant-es viennent d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie :** État espagnol, Catalogne, Pays basque, Galice, France, Italie, Portugal, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, Suisse, Grèce, Turquie, Algérie, Maroc, Tunisie, Bénin, Sénégal, Égypte, Tunisie, Sahara, Iran, Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Pérou, Paraguay, Haïti, Canada, Indonésie,...

Nous avons retenu quatre points de discussion pour cette réunion, étape importante dans la consolidation et le développement d'une coordination internationale des syndicats « alternatifs, de lutte, anticapitalistes ».



- Face à la situation de crise du système capitaliste, quelles réponses, quelles propositions et quel avenir construit le syndicalisme alternatif et de base ?
- Le syndicalisme alternatif et de base dans le mouvement social : quels liens avec les associations, collectifs, comités, etc., qui agissent pour le droit au logement, contre le chômage et la précarité, pour l'écologie, contre les discriminations, pour la régularisation des sans-papiers, etc. ?
- Quelles propositions de campagnes et initiatives communes : luttes syndicales contre la crise et ses conséquences (licenciements, précarité, coupes dans les budgets publics, etc.) et nécessité de grèves générales coordonnées à l'échelle internationale - criminalisation des mouvements sociaux, répression antisyndicale - actions de solidarité syndicale ciblées sur un pays - égalité des droits, refus des oppressions.
- Des moyens pour avancer uni-es dans la lutte : travail par secteur professionnel, site, liste électronique, coordination, ... ?

## Forum Social Mondial 2013, à Tunis

Environ **70 représentant-es de l'Union syndicale Solidaires formeront notre délégation au FSM**, du 26 au 30 mars : Solidaires Finances publiques, SUD Santé Sociaux, SUD PTT, SUD-Rail, SUD Éducation, SUD Recherche, Solidaires 75, Secrétariat national... Nous sommes à l'initiative d'une douzaine de débats : la place des femmes dans le travail et le syndicalisme, l'éducation, les centres d'appel, la santé, la protection sociale, le service public ferroviaire, le secteur postal, les multinationales, ... Chaque jour, nous mettrons en ligne un résumé des initiatives auxquelles les camarades de la délégation auront participé.

[www.fsm2013.org/fr](http://www.fsm2013.org/fr)



## Égypte : la solidarité est une des formes de soutien au peuple

**Face à la répression des grèves et sit-in, plusieurs organisations égyptiennes lancent une campagne nationale pour dénoncer, résister et redonner espoir.** Nous relayerons leurs initiatives ; en France, l'Union syndicale Solidaires soutient celles et ceux qui luttent pour leur émancipation, et participera aux initiatives unitaires pour défendre les révolutionnaires égyptien-nes.

[www.orta.pagesperso-orange.fr/solidint/egypte/egypte-hany-hanna-janvier-2013.htm](http://www.orta.pagesperso-orange.fr/solidint/egypte/egypte-hany-hanna-janvier-2013.htm)

## Syrie : deux ans déjà sous les bombes de Bachar Al Assad

Les Syriens subissent depuis deux ans une terrible répression pour avoir osé défier pacifiquement un régime dictatorial de père en fils depuis 43 ans. Plus de 70 000 morts dont 4 500 enfants, des milliers de torturés et de disparus. Des centaines de milliers de déplacés et de réfugiés, une tragédie humanitaire. Chaque jour l'aviation de Bachar Al Assad bombarde des villes et des villages avec pour conséquences des milliers de victimes, des destructions massives d'habitations, de patrimoine archéologique.



Au cours de ces deux années, la paralysie du Conseil de Sécurité de l'ONU du fait des vetos de la Chine et de la Russie n'a fait qu'enfoncer le pays dans la catastrophe humanitaire. Le régime, voulant imposer coûte que coûte le maintien au

pouvoir du clan Assad, a fermé la porte à toute initiative pouvant ouvrir la voie à un arrêt des massacres et à une alternative. Bachar Al Assad, ses complices et tous les auteurs de crimes contre le peuple syrien, doivent être jugés et ne bénéficier d'aucune impunité. **L'aide humanitaire destinée à ses victimes, doit être attribuée sans délai aux organisations indépendantes du régime** et non aux bourreaux du peuple, comme c'est le cas actuellement. Les Syriens doivent pouvoir réaliser leur projet d'un État de droit démocratique, juste et pluraliste, respectant les valeurs de dignité et de liberté. [www.codssy.org](http://www.codssy.org) [www.souriahouria.com](http://www.souriahouria.com)

### Pourquoi votre don est vital pour la population syrienne ?

► **Quels sont les besoins ?** ► Une aide humanitaire de base

- une aide alimentaire d'urgence,
- l'accès à l'eau et à l'électricité,
- l'achat de générateurs électriques,
- la reconstruction et le ravitaillement des boulangeries,
- l'achat de couvertures, de vêtement, etc....

Bilan de la répression depuis mars 2011 :  
• 42 000 morts  
• 3,5 millions de déplacés (dont 500 000 réfugiés dans les pays voisins).

► **Où va l'argent collecté ?** ► À tout, sauf à l'aide militaire

L'argent collecté sert à répondre aux besoins énumérés plus haut, et à soutenir des projets qui vont dans ce sens, tels l'achat et la réparation de générateurs électriques, le parainage des familles de victimes et de détenus, etc.

Une idée des prix :  
• 1 bouteille de gaz : 34 € ...  
• Reconstruction d'une boulangerie : 10 000 €.

► **Qui collecte ?** ► Un collectif d'associations syriennes et françaises

Le Comité de secours à la population syrienne. Il est composé de citoyens, de personnalités, d'associations et d'organisations de solidarité. Ses objectifs :

Le Collectif de développement et secours syrien (Codssy) regroupe des associations syriennes\* et des personnalités laïques issues de la société civile. Il est indé-

Les informations détaillées sont disponibles en s'adressant à : [info@codssy.org](mailto:info@codssy.org) ou [secourssyrie@inter-co.fr](mailto:secourssyrie@inter-co.fr). L'Union syndicale Solidaires soutient cette initiative et appelle les organisations membres et les militant-es à y participer.

\* appeler les organisations progressistes et des Droits de l'Homme en France et dans les autres pays à constituer des collectifs semblables.



### ► Comment être sûr que les dons parviennent à destination ?

Pour l'acheminement des aides, le Codssy travaille avec des organisations et associations relais en Syrie : comités locaux, comités de coordination locale, comités de coordination de Damas, et les associations Byetana El Soury, El Tadamon et Kelna Sawa.

Envoyez vos dons à :



Codssy, /c M. Al Roumi  
36, rue Keller - 75011 Paris  
N° compte Société générale :  
IBAN FR76 3000 3019 6700 0500 4191 229

Pour nous écrire : [info@codssy.org](mailto:info@codssy.org) ou [secourssyrie@inter-co.fr](mailto:secourssyrie@inter-co.fr)

## Centres d'appels : Grève de la faim chez Téléperformance à Tunis

Les salarié-es des centres tunisiens de *Téléperformance* renseignent de nombreux/ses français-es puisque, par exemple, *Numericable*, *Orange*, *SFR*, *Bouygues Telecom* y ont délocalisé via la sous-traitance une partie de leurs services. La direction de *Téléperformance* Tunisie a choisi, depuis plusieurs mois, le chemin de la régression sociale : les accords signés ne sont plus appliqués. Les acquis sociaux portant sur la définition des métiers, l'organisation du travail, le montant des salaires, tous les engagements antérieurs sont foulés aux pieds. Les conditions de travail de santé et de sécurité ne cessent de se dégrader pour une large frange de la jeunesse tunisienne bien instruite et diplômée de l'université, pour laquelle les centres d'appels ont représenté une des seules alternatives au chômage de masse. **Face à ce mépris, face à ce déni de démocratie, des syndicalistes tunisien-nes de l'UGTT, ont débuté une occupation pacifique des locaux du siège de l'entreprise au centre de Tunis le 26 février. En l'absence de toute réaction significative, le 5 mars, 4 d'entre eux ont choisi d'entamer une grève de la faim.** SUD PTT demande solennellement à la direction du groupe français *Téléperformance* de respecter les droits des salarié-es et d'apporter une réponse à la hauteur de la situation actuelle. La fédération SUD PTT a aussi interpellé directement les donneurs d'ordre, comme Orange ou SFR, qui sont parties prenantes et donc coresponsables de la situation.

## Maroc : 400 travailleuses privées de leurs salaires depuis décembre

400 femmes de l'entreprise de textile et confection *Amine*, située à Rabat, sont licenciées. C'est la réponse patronale à leurs légitimes revendications qui portaient sur le respect de la législation du travail, notamment à propos du nombre d'heures de travail, du paiement par

L'Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) a lancé une campagne « **Parrainer un(e) détenu(e) politique, c'est l'aider à retrouver sa liberté** ».

L'Union syndicale Solidaires appelle à participer à cette initiative, solidarité concrète avec les victimes de la répression. Tous les éléments sont disponibles sur le site de l'ASDHOM. [www.asdhome.org](http://www.asdhome.org)



l'employeur des cotisations dues à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou encore de la liberté syndicale. **Présentes quotidiennement dans l'entreprise, ces femmes n'ont pas touché leurs salaires depuis décembre 2012.** L'Organisation Démocratique du Travail soutient ces travailleuses en lutte, dénonce les manœuvres patronales et l'inaction des pouvoirs publics. Faire connaître la lutte des 400 femmes d'Amine est un des moyens de les soutenir... [www.odt.ma](http://www.odt.ma)



## Appel du collectif « Solidarité France-Grèce pour la santé »

Les politiques d'austérité néolibérales imposées par la Troïka avec la complicité des gouvernements en place mènent la Grèce au désastre, mettant en danger la santé et la vie de la population. **On assiste ainsi à la recrudescence des dépressions, à la prolifération de pathologies telles que l'hypertension, les maladies cardiaques, le cancer, ainsi qu'à la réapparition de maladies pendant longtemps disparues, comme la tuberculose et le paludisme.** Le chômage est aussi cause d'une mortalité accrue. En même temps, de nombreuses catégories de la population, notamment celles qui sont les plus vulnérables : enfants, femmes enceintes, familles monoparentales, malades chroniques, migrants, personnes dépendantes, personnes handicapées... sont en danger, étant privées de soins et de suivi adéquats.



Cette augmentation considérable des besoins se heurte à un système public de santé qui s'effondre et se trouve incapable d'y répondre. La réduction brutale des dépenses publiques de santé et de protection sociale à un moment où la fréquentation des hôpitaux publics ne cesse d'augmenter crée un problème sanitaire qui frôle la catastrophe humanitaire. Le nombre des personnes n'ayant plus accès à l'assurance maladie (plus d'un tiers de la population) et de celles qui, tout en bénéficiant d'une couverture sociale, n'ont plus les moyens de payer les tickets modérateurs et les médicaments nécessaires augmente à un rythme alarmant.

Des politiques du même type se développent en France et dans d'autres pays d'Europe, du Sud en particulier, car les gouvernements poursuivent le démantèlement des services publics. Nous voulons le rétablissement d'un service de santé public, gratuit, universel et de qualité partout en Europe. Devant une telle situation, l'heure est au rassemblement et à la solidarité. **En Grèce, des réponses populaires se développent sous forme de pharmacies et dispensaires sociaux autogérés. Mais les besoins qu'ils sont appelés à couvrir dépassent considérablement les moyens dont ils disposent.**

Nous voulons apporter notre soutien à ces réseaux solidaires grecs, et inscrire cette solidarité à l'échelle européenne :

- en collectant et en envoyant des dons financiers, du matériel médical et pharmaceutique nécessaire aux pharmacies et dispensaires sociaux ;
- en informant sur la crise sanitaire et sociale en Grèce et sur les politiques qui en sont les causes ;
- en facilitant les contacts directs entre structures de santé, associations et collectifs français et les dispensaires sociaux autogérés, en vue de jumelages éventuels ;
- en créant une chaîne européenne de solidarité impliquant les acteurs associatifs, professionnels, politiques, syndicaux.

Nous voulons une Grèce sans Mémoires où tous et toutes aient accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé, à la dignité. Nous nous inscrirons dans toutes les initiatives porteuses d'une telle ambition et nous saisirons l'occasion de l'Alter-Sommet qui aura lieu les 8 et 9 juin à Athènes pour organiser un convoi solidaire à destination des dispensaires sociaux grecs.

Chèques à l'ordre du « **Convoi syndical** ».  
A adresser à « *Convoi Syndical – 25 rue des envierges – 75020 – Paris* »  
[www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com](http://www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com)

## Turquie : vaste opération policière contre des syndicalistes

La police du régime turc a arrêté plus de 160 personnes lors d'une vaste opération, à travers tout le territoire, visant la Confédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur public (KESK). Au moins 55 ont été placés en détention pour « appartenance à une organisation terroriste ». **Il s'agit de la plus vaste opération policière contre les syndicalistes depuis la junte militaire de 1980.** Comme elle l'a déjà fait ces derniers mois, la police turque a de nouveau visé les syndicats opposants, sous prétexte de lutter contre le Parti/Front Révolutionnaire de Libération du Peuple. Ces arrestations ont lieu alors qu'une soixantaine d'autres syndicalistes sont déjà en prison dont certains depuis plusieurs années.

## Ferroviaire : réunion de Rail Sans Frontière

Lors du Forum Social Mondial, les syndicats du réseau Rail Sans Frontière animeront un atelier sur les expériences de lutte pour la défense du service public ferroviaire. Partout, le rouleau compresseur de la privatisation au nom du marché et de ses logiques poursuit son œuvre de démantèlement des services publics. L'intérêt de tous est sacrifié au nom de celui de quelques un-es, ainsi va le capitalisme. Au cours du FSM, **Rail Sans Frontière tiendra aussi sa rencontre annuelle afin de faire le point sur les activités, l'évolution des situations respectives et l'élargissement du réseau.** C'est à ce prix que la nécessaire convergence des luttes peut prendre corps et ainsi se créer le rapport de force indispensable pour mettre bas les orientations libérales et participer à l'émergence d'un monde plus soucieux des besoins des peuples et de leur environnement.



## Russie : solidarité internationale contre la répression

Une nouvelle vague de répression s'abat en Russie. Le 28 février s'ouvrait un **procès contre des militants accusés de tous les torts et même de « complot anti-gouvernemental »**, ce qui rappelle à chacun-e des heures sombres de l'histoire russe avec laquelle Poutine renoue. Il s'agit de briser tout engagement politique contre le régime actuel et de briser l'opposition de gauche. Parmi la vingtaine de militants accusés, certains sont incarcérés dans des conditions qui mettent leur vie en péril. A l'appel d'organisations sociales et politiques russes une solidarité internationale s'organise, pour rompre le silence que le pouvoir russe veut entretenir autour de cette répression politique.



## Maghreb : les chômeurs/ses interdit-es de réunion à Alger !

Le 20 février au matin, la Maison des syndicats à Alger a été encerclée par la police de l'État algérien. **Le Pouvoir algérien a interdit le Forum maghrébin pour la lutte contre le chômage et la précarité.** Plusieurs participant-es venu-es de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie ont été retenu-es au commissariat puis expulsé-es.

Le forum maghrébin pour la lutte contre le chômage et le travail précaire, organisé avec le soutien actif du syndicalisme autonome algérien et notamment du SNAPAP, devait contribuer à unifier les luttes populaires dans les pays du Maghreb. Lors de la réunion tenue à Rabat, en septembre 2012, l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc (ANDCM), l'Union des Diplômés Chômeurs de Tunisie (UDC), le comité national des contrats pré-emploi et filet social d'Algérie (SNAPAP), avaient décidé de renforcer leurs liens, de mettre en place un réseau pour développer les luttes. Le réseau syndical euro-méditerranéen, dont l'Union syndicale Solidaires est membre, avait aidé à la tenue de cette rencontre. Nous avons ainsi pris en charge la participation d'un représentant des associations de chômeurs et chômeuses de France (A.C. !, APEIS, MNCP), afin de renforcer les liens internationaux.

Il est indispensable d'aller de l'avant dans la coordination des résistances, dans l'internationalisation concrète des luttes. Le comité national des contrats pré-emploi et filet social d'Algérie, l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC) de Tunisie, l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs (ANDCM) du Maroc, l'Association Mauritanienne des Diplômés Chômeurs (AMDC) de Mauritanie, le comité national pour la défense des droits des chômeurs (Algérie), le comité national des diplômés chômeurs (Algérie), la ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Algérie) devaient travailler à cela lors de cette réunion d'Alger. **La lutte continue, la solidarité s'amplifie. Organisations de chômeuses et de chômeurs d'une part, syndicats d'autre part, ne sont pas en concurrence.** Notre objectif commun est la défense des droits collectifs et individuels et de créer les conditions d'une transformation de la société.

## Santé et protection sociale : manifestation européenne à Bruxelles

Le **réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale** était dans les rues de Bruxelles le 14 mars. Les manifestant-es (dont SUD Santé Sociaux) portaient les exigences suivantes :



- La santé est un droit pour tous.** Le réseau exige un égal accès pour tous à la santé, sans limitation de quelque sorte que ce soit, financier, géographique, culturel, de genre, d'origine...
- Le financement doit être public ou fondé sur les cotisations sociales, en tenant compte des capacités contributives de chacun-e.
- Le système de santé doit être fondé sur des opérateurs publics ou réellement sans but lucratif. La santé n'est pas une marchandise. Tout ce qui touche à la santé doit être protégé de la recherche de profit, particulièrement face à l'appétit de multinationales qui y voient un gisement de bénéfices faciles.
- Le réseau revendique le développement et la garantie de la démocratie sanitaire en permettant à la population et aux acteurs sociaux, de participer activement à la détermination des politiques de santé et à leur mise en œuvre, ainsi qu'à la gestion des soins de santé et ce, à tous les niveaux : organisation, financement, santé communautaire, déterminants de la santé.

## Chiapas : soutenons les communautés zapatistes en rébellion

Fin 2012, le Comité national a adopté le principe d'une **souscription nationale pour les zapatistes**. Nous sommes encore loin du compte par rapport aux besoins des zapatistes et à l'engagement pris ensemble. Les chèques sont à transmettre à l'Union syndicale Solidaires (« solidarité Chiapas »). Bulletin de souscription : <http://www.solidaires.org/article44037.html>

Le 20 février 2013 En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : [www.solidaires.org/article12420.html](http://www.solidaires.org/article12420.html)